

tendre avec vous sur le meilleur mode d'emploi. Dans cette hypothèse, des mesures seront prises pour que le travail des prestataires soit dirigé et surveillé d'une manière convenable.

Les travaux de la prestation devront, comme l'année dernière, être vérifiés et reçus en votre présence, par l'agent-voyer, à la fin de chaque mois, ce terme rapproché des travaux permettra de constater la libération des prestataires et évitera, je dois l'espérer, les réclamations qui se produisent. J'appelle votre attention sur cette disposition importante.

Vous me trouverez d'ailleurs disposé à faciliter aux communes et aux prestataires les moyens de s'acquitter des prestations, en autorisant la conversion en tâche sur la production de la délibération dont fait mention l'article 55 du règlement du 5 octobre 1854.

J'appelle votre attention sur les extraits de rôles qui doivent être arrêtés par vous et par l'agent-voyer, à la fin de l'emploi de la prestation, pour constater l'émargement des prestataires qui se seront libérés en nature et l'inscription des noms de ceux qui ne se sont pas rendus au travail et dont la cote devient exigible en argent. Il arrive fréquemment que des réclamations sont adressées, après la signature de ces extraits, soit pour demander un nouveau délai, par le motif que les prestataires n'auraient pas été convoqués, soit pour demander la radiation du nom d'un contribuable qui se trouve inscrit comme non libéré alors qu'il est constant qu'il a acquitté sa cote en nature.

Je dois vous faire observer, monsieur le Maire, que la signature que vous apposez au bas de cet extrait a pour but de constater tout à la fois que les prestataires ont été convoqués, que les uns se sont libérés en nature et que les autres ont refusé de le faire ; il suit de là que pour ces derniers la cote devient exigible en argent. Je ne saurais donc trop vous recommander d'examiner l'état avec le plus grand soin avant d'y apposer votre signature, car cet état, une fois arrêté par vous, je ne puis admettre aucune espèce de réclamation. Vous vous reporterez d'ailleurs à cet égard aux circulaires du 10 septembre 1857 et 19 décembre 1859.

Je ne terminerai pas cette circulaire sans vous recommander de prendre des mesures pour convoquer les prestataires au travail dès